

Ressources requises pour lutter contre le VIH/sida

Novembre 2005



1, rue Nicholas, bureau 726, Ottawa (ON) K1N 7B7
Téléphone : (613) 233 7440 • Téléc. : (613) 233 8361
Courriel : info@icad-cisd.com • Site Web : www.icad-cisd.com

« Pour inverser la tendance actuelle de l'épidémie du sida dans les pays à faible et à moyen revenu, il faut mobiliser suffisamment de fonds pour s'attaquer au VIH de façon globale, dans le cadre d'une stratégie générale de développement. »ⁱ

Introduction

Le nombre de personnes vivant avec le VIH/sida continue d'augmenter. À la fin de 2004, quelque 39,4 millions de personnes vivaient avec le virus; 4,9 millions d'entre elles ont été infectés en 2004 seulement. À ce jour, le sida a tué plus de 33 millions de personnes.

Au cours des dernières années, la communauté internationale a commencé à prendre conscience des effets du VIH/sida sur la vie de millions de personnes et de la façon dont ce fléau a annulé toute amélioration du niveau de vie dans plusieurs pays, surtout en Afrique subsaharienne.

La présente fiche d'information traite des ressources requises pour lutter contre le VIH/sida et de l'écart croissant entre les besoins et les ressources offertes. Cette fiche décrit également les récentes contributions du Canada aux efforts internationaux de lutte contre le VIH/sida. Enfin, le document discute des liens entre le VIH/sida et d'autres programmes financés par le biais de l'Aide publique au développement (APD).

Des fonds pour lutter contre le VIH/sida : combien faut-il?

On estime qu'en 2004, 6,1 milliards de dollars ont été dépensés dans le cadre des interventions contre le VIH/sida dans 135 pays à faible et à moyen revenu.ⁱⁱ Ce montant comprend les contributions des gouvernements nationaux, des donateurs étrangers et les frais des patients. Il s'agit d'une nette amélioration par rapport aux 2,1 milliards de dollars versés en 2001 mais ce montant reste bien en deçà des sommes requises.

Au fil des années, on a souvent essayé d'estimer les besoins réels. Selon les estimations, le financement requis pour 2007 varie entre 10 et 20 milliards de dollars.

En février 2005, URGE, le groupe de référence d'ONUSIDA sur l'économie, a tenté de prévoir les besoins pour 2007 suivant trois scénarios. Selon le scénario moyen, il faudrait des investissements de 14,1 milliards de dollars en 2007 pour atteindre 71 pour cent des objectifs au chapitre de la prévention et 54 pour cent des objectifs en ce qui a trait aux médicaments antirétroviraux. De nombreuses personnes ont jugé ces projections « moyennes » trop conservatrices.

Les projections portaient sur les besoins éventuels dans les domaines de la prévention, du traitement, des soins et du soutien ainsi que l'élaboration des politiques, la défense des intérêts, la recherche opérationnelle, l'administration, le suivi et l'évaluation. Elles ne couvraient pas la majeure partie de la recherche fondamentale et clinique liée au VIH/sida ni les travaux sur les nouvelles techniques de prévention telles que les vaccins ou les microbicides. En outre, les projections ne tenaient pas compte des coûts de renforcement des infrastructures nationales afin d'améliorer la capacité des pays de réaliser des programmes financés grâce à ces ressources accrues.

En juin 2005, l'ONUSIDA a publié de nouvelles projections relativement aux besoins dans la lutte contre le VIH/sida. L'organisme des Nations Unies estime qu'il faudra 18,1 milliards de dollars pour 2007 et 22,1 milliards pour 2008.ⁱⁱⁱ Pour la première fois, ces projections comprennent certains coûts destinés à renforcer les infrastructures dans les pays touchés.

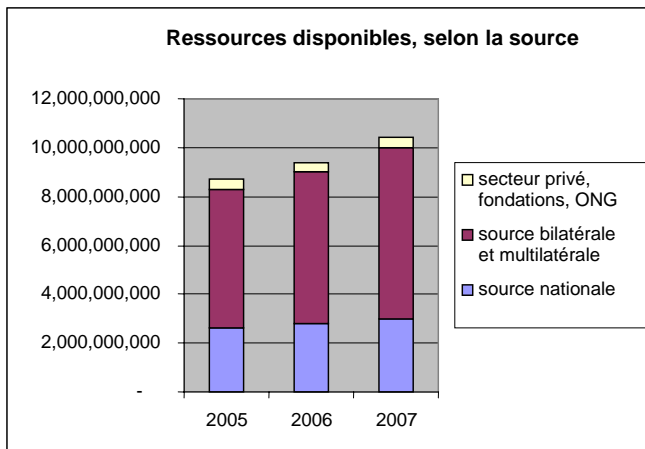
Si l'on accepte le montant estimatif de 18,1 milliards de dollars pour 2007, il faudra presque tripler le financement accordé à la lutte contre le VIH/sida entre 2004 et 2007. Si l'on travaille avec les projections de 14,1 milliards de dollars pour 2007, il faudra plus que doubler le financement entre 2004 et 2007.

Il est clair que les coûts continueront à augmenter après 2007 avant qu'il soit possible d'endiguer et de renverser la propagation de l'épidémie.

Sources de financement

Pour faire face au VIH/sida, les sources de financement sont à la fois intérieures et extérieures. Le financement intérieur provient surtout des gouvernements, des compagnies d'assurance et des citoyens (dépenses personnelles). Les sources extérieures englobent les institutions multilatérales, les donateurs bilatéraux (tels que l'Agence canadienne de développement international (ACDI)) et les fondations. Les entreprises jouent un rôle modeste, tant au niveau national qu'international.

Environ un tiers des fonds pour les soins, le traitement et le soutien proviennent de sources nationales et privées. Ceci comprend les dépenses personnelles des patients et de leurs familles, ainsi que les sommes versées par les gouvernements dans les pays à faible et moyen revenu. Certaines études estiment que les dépenses personnelles comptent pour autant que 45 pour cent de toutes les dépenses consacrées à la lutte contre le sida au Kenya, 40 pour cent au Chili et 30 pour cent en Zambie.^{IV} Lorsqu'un pourcentage aussi élevé des ressources provient du budget national et de la poche des citoyens, on comprend plus facilement à quel point le sida peut avoir des effets dévastateurs sur la survie des familles.



L'aide des organismes bilatéraux compte également pour un tiers (environ) des sommes versées aux programmes de lutte contre le VIH/sida. Presque tous ces fonds sont acheminés des gouvernements des pays donateurs vers les gouvernements bénéficiaires bien que certains programmes soient gérés par les ONG nationales ou internationales.

La plus grande partie du reste des fonds provient de mécanismes multilatéraux tels que le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme et la Banque mondiale.

Le Fonds mondial est un partenariat entre les secteurs public et privé qui mobilise des fonds pour les interventions de lutte contre ces trois maladies pilotées par les pays concernés. Environ 60 pour cent des argents du

Fonds mondial sont consacrés aux programmes liés au VIH/sida. Le Fonds mondial estime qu'il contribue près de 20 pour cent de tous les fonds internationaux destinés à la lutte contre le VIH/sida. Il estime qu'il aura besoin de 2,9 milliards de dollars en 2006 et de 4,2 milliards de dollars en 2007 pour soutenir les nouveaux projets et pour maintenir le financement des projets déjà en cours. Les pays contribuent au Fonds sur une base volontaire mais des mesures sont prises pour encourager les donateurs à s'engager à long terme vis-à-vis du Fonds, comme ils le font pour d'autres mécanismes internationaux de financement.

Au cours de la période de 1988 à 2004, la Banque mondiale a engagé quelque 2,5 milliards de dollars (au titre de subventions, de prêts et de crédits) pour les programmes de lutte contre le VIH/sida. Dans le cas des pays les plus pauvres, les projets soutenus par la Banque mondiale peuvent recevoir jusqu'à 100 pour cent du financement au titre de subventions.^V

Les banques de développement régional, telles que la Banque africaine de développement, fournissent également des fonds, de même que les organismes des Nations Unies tels que l'UNICEF et l'UNESCO.

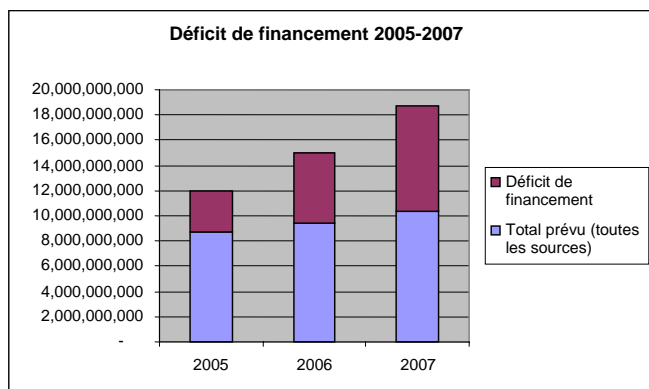
Autres intervenants importants

Bien qu'elles ne contribuent pas de sommes très élevées, les organisations internationales telles que l'ONUSIDA et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) jouent un rôle très important au niveau de la coordination de la réponse au VIH/sida et des questions stratégiques. L'OMS s'est donné comme objectif d'offrir un traitement à trois millions de personnes d'ici 2005. L'Initiative « 3 x 5 » élabore des normes internationales et offre de la formation et une aide technique aux pays souhaitant élargir l'accès au traitement.

Les ONG, les organisations communautaires et les personnes vivant avec le VIH/sida sont aux premières lignes en ce qui a trait aux soins et au soutien. Leur action va du soutien direct aux orphelins et aux enfants vulnérables, aux activités de défense des intérêts des communautés vulnérables en passant par les soins à domicile. Le secteur ONG ne fournit pas directement une aide financière importante bien que certaines ONG des pays donateurs versent des fonds aux ONG des pays en développement. Mais ce sont les nombreuses heures de travail fournies par un nombre considérable de bénévoles qui rendent la contribution des ONG si précieuse. La réponse du secteur bénévole au VIH/sida est ce qui distingue la question du sida des nombreux autres problèmes de santé et de développement.

Le déficit de financement

Le Consortium de l'ONUSIDA sur les estimations a calculé le montant qui pourrait être disponible pour lutter contre le VIH/sida en 2005, 2006 et 2007.^{vi} Il fonde ces estimations sur la tendance des décaissements passés, ajustés en fonction des engagements connus pour les trois années en question.



Pour la seule année 2007, le Consortium estime que 10 milliards de dollars seront disponibles. Les besoins pour 2007, suivant les projections faites par l'ONUSIDA en juin 2005, s'élèvent à 18,1 milliards de dollars, ce qui laisse un déficit de 8,1 milliards de dollars. Pour 2005, 2006 et 2007, les déficits s'élèvent en tout à 18 milliards de dollars.

Le Fonds mondial, un des principaux donateurs internationaux en ce qui concerne le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme prévoit d'importants manques à gagner dans le financement dont il a besoin à moins que les sommes promises n'augmentent considérablement. À la réunion de reconstitution des ressources tenue en septembre 2005, les donateurs ont promis 3,7 milliards de dollars pour 2006-2007 alors que les besoins sont estimés à 7,1 milliards de dollars.

La contribution du Canada

En 2004, le Canada a affecté 189 millions de dollars à la lutte contre le VIH/sida, soit environ 3,1 pour cent des ressources mondiales actuellement engagées dans ce domaine. Cette somme comprend les fonds bilatéraux ainsi que les contributions aux mécanismes multilatéraux tels que l'Initiative « 3 x 5 », le Fonds mondial, l'Initiative internationale pour un vaccin contre le sida et l'International Partnership for Microbicides.

Les ONG demandent au Canada de contribuer de 4 à 5 pour cent des ressources requises par le Fonds mondial, ce qui correspond au niveau de financement qu'accorde le Canada à d'autres mécanismes multilatéraux tels que le

Fonds international pour le développement de l'agriculture et le Fonds pour l'environnement mondial.

Étant donné le coût des essais cliniques, il faudrait augmenter considérablement le financement pour la mise au point d'un vaccin comme des microbicides dans les années à venir. En juin 2005, l'Initiative internationale pour un vaccin contre le sida estimait qu'il faudrait injecter de 345 à 395 millions de dollars de plus par année pour la recherche et le développement d'un vaccin contre le sida, en plus des sommes déjà engagées et récemment annoncées^{vii}. En juillet 2005, l'International Partnership for Microbicides, l'Alliance for Microbicide Development et la Campagne internationale pour les microbicides ont exhorté les dirigeants du G8 à doubler le financement pour la mise au point des microbicides, à hauteur d'au moins 280 millions de dollars par année.

Les programmes de prévention du VIH/sida, de soins et de soutien offerts au Canada sont financés par le secteur privé et les ordres de gouvernement fédéral, provinciaux et municipaux. Le niveau global d'aide continue à être insuffisant et irrégulier partout au pays. Certains organismes de lutte contre le sida reçoivent des subventions provinciales tandis que d'autres dépendent entièrement des levées de fonds locales pour répondre aux besoins de leurs clients. En mai 2004, le gouvernement fédéral a annoncé qu'il doublait le financement des programmes de lutte contre le sida qui est passé de 42 à 84 millions de dollars canadiens par année, une mesure longtemps attendue. Cependant, cette augmentation s'étale sur cinq ans et est inférieure aux 100 millions de dollars canadiens recommandés par le Comité permanent de la santé en juin 2003.

La nécessité d'accroître l'APD

Il faut placer la lutte contre le VIH/sida dans un contexte beaucoup plus large, qui comprend les efforts visant à améliorer la santé, éliminer la pauvreté et la faim, accroître l'accès à l'éducation et promouvoir l'égalité entre les sexes.

C'est pourquoi, en plus de financer des interventions touchant spécifiquement le VIH/sida par le biais des ONG et des mécanismes bilatéraux et multilatéraux, il y a lieu d'accroître le financement global de l'APD afin de résoudre les problèmes urgents du secteur social, notamment la prestation des services de santé. Dans de nombreux pays à faible revenu, il faut améliorer l'infrastructure de la santé, acquérir et installer de nouveaux équipements diagnostiques et améliorer le système de distribution des médicaments et autres fournitures médicales.

Il existe un lien entre les besoins spécifiques liés au VIH/sida et les priorités de développement plus larges. Par exemple, un des obstacles empêchant d'élargir l'accès au traitement et de donner une réponse globale au VIH/sida est le manque de travailleurs de la santé compétents, particulièrement en Afrique subsaharienne. En janvier 2005, seulement 700 000 personnes avaient accès au traitement dans les pays à faible et à moyen revenu, essentiellement en raison du manque de professionnels de la santé. Alors que les pays commencent à mettre sur pied et à intensifier les programmes de traitement, il est urgent de former des médecins, des infirmières et autres fournisseurs de soins de santé. Parallèlement, les gouvernements doivent cesser de recruter des professionnels de la santé dans les pays où le VIH/sida représente un fardeau particulièrement lourd.

C'est pourquoi, bien que le VIH/sida exige l'injection de sommes supplémentaires importantes, ces fonds ne doivent pas être prélevés du budget de l'APD.

La campagne Abolissons la pauvreté demande à tous les pays développés de fixer une date à laquelle ils consacreront 0,7 pour cent de leur RNB à l'APD, niveau sur lequel ils se sont mis d'accord en 1971. Plusieurs pays ont fixé un échéancier pour atteindre cet objectif. La Belgique et la Finlande se sont engagées à atteindre l'objectif d'ici 2010, la France et l'Espagne d'ici 2012 et la Grande-Bretagne d'ici 2013. Mais le Canada n'a toujours pas établi de calendrier.

Conclusion

Il faudra investir beaucoup de nouvelles ressources pour résoudre efficacement et globalement le problème du VIH/sida. Le coût des programmes directs visant la prévention du VIH/sida, les soins, le traitement et le soutien vont atteindre au moins 18,1 milliards de dollars d'ici 2007 et même davantage les années suivantes. Toutes les études prévoient un manque à gagner de 5,6 milliards de dollars en 2006. À moins que la communauté internationale ne prenne de nouveaux engagements, le déficit de financement atteindra plus de 8 milliards de dollars en 2007. En outre, les fonds consacrés à la lutte contre le VIH/sida au Canada sont insuffisants pour contrer l'épidémie croissante au sein des communautés vulnérables.

En plus d'injecter de nouveaux fonds à long terme dans les programmes de lutte contre le VIH/sida, les pays donateurs doivent établir dès que possible un calendrier indiquant comment ils vont atteindre l'objectif visant à consacrer 0,7 pour cent du RNB à l'APD. On ne saurait s'attaquer au VIH/sida sans prendre en compte les autres priorités urgentes du développement.

Pour plus de renseignements

Agence canadienne de développement international (ACDI) www.acdi-cida.gc.ca/

ONUSIDA www.unaids.org

Organisation mondiale de la santé, Initiative 3 x 5 www.who.int/3by5/en/

Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme www.theglobalfund.org/fr

Abolissons la pauvreté www.makepovertyhistory.org ou www.makepovertyhistory.ca

Aidspan – un groupe indépendant de surveillance du Fonds mondial qui publie le Global Fund Observer www.aidspan.org

ⁱ UNAIDS, *Resource needs for an expanded response to AIDS in low- and middle-income countries*, ébauche du 7 février 2005, p. 21.

ⁱⁱ Les montants sont en dollars américains à moins d'indication contraire.

ⁱⁱⁱ UNAIDS, *Resource needs for an expanded response to AIDS in low and middle income countries*. Lire à l'adresse suivante : www.unaids.org/html/pub/publications/irc-pub06/resourceneedsreport_24jun05_en.pdf.pdf.

^{iv} Kaiser Family Foundation, *Financing the response to HIV/AIDS in low and middle income countries: funding for HIV/AIDS from the G7 and the European Commission*. Juillet 2005. Lire à l'adresse suivante : www.kff.org/hivaids/7344.cfm.

^v Banque mondiale, *The World Bank's Global HIV/AIDS Program of Action*, août 2005. Lire à l'adresse suivante : <http://siteresources.worldbank.org/INTHIVAIDS/Resources/375798-1127498796401/GHAPAFinal.pdf>

^{vi} ONUSIDA, *Financing the expanded response to AIDS*, Bangkok, juillet 2004. Lire à l'adresse suivante : <http://www.unaids.org/NetTools/Misc/DocInfo.aspx?href=http%3A%2F%2Fgva%2Ddoc%2Dowl%2FWEBcontent%2FDocuments%2Fpub%2FPublications%2FIRC%2Dpub06%2FJC1022%2DFinancingResponse2004%5Fen%2Epdf>

^{vii} International AIDS Vaccine Initiative (IAVI), *Investing in AIDS Vaccines: Estimated Resources Required to Accelerate R&D*, juin 2005. Lire à l'adresse suivante : <http://www.iavi.org/file.cfm?fid=30895>

La mission de la CISED est de réduire la propagation du VIH et l'impact du VIH/sida dans les communautés et pays pauvres en ressources, en apportant son leadership et sa contribution active à la réponse canadienne et internationale. Ce document a été préparé grâce au financement de l'Agence de santé du Canada. Les opinions exprimées par les auteurs et chercheurs ne reflètent pas nécessairement la position officielle de l'Agence publique du Canada.